

AVIS
 recommande à la bien-
 ic pour les travaux con-
 le satisfaire les person-
 bien l'honorer de leur
rt Mazoni, peintre,
BULLE.
 quelques
onnaire
 particulière. Service
 prix favorables. — S'a-
 du journal. [251]

ENDRE
 i, un **âne** avec har-
 r à CHENAUX, forestier,
 [257]

OUER
 goz un excellent do-
 ntenance d'environ 65
 es 40 ares). [261]
 M. Ernest GOTTRAU,
 RIBOURG. (Ofr. 714)

ic de la ville et de la
 e pour cause de dé-
rierie Marchini
 l'Ecu, à Bulle, est
 ion à des prix très
 [190]

OREL-BADOUX
 Bulle,
 erses, Mais, Son et
x de sésame,
 [68]

ra vanillé
COLAT
 LÉMAN
 EE PARTOUT 91

omme intelligent
 et de bon-
 rait entrer de suite
 ti à l'Imprimerie de

EMENTS
hécaires.
 iverses sommes à pla-
 et en second rang à
 cent.
ANDREY, notaire.

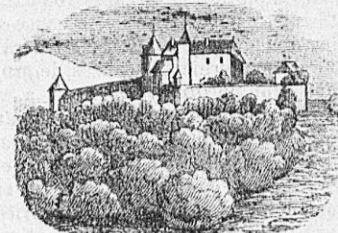
in de Bulle:
 es comprimés. **Mais**
 et fin; **tourteaux**
 du Levant, 1^o qua-
 blés du pays et **sons.**
 iverses à façon. —
réduits. [35]

de rousseur.
TIFICAT
 j'avais le visage tout pi-
 ousseur. Malgré l'emploi
 nes vantés dans les jour-
 pu m'en débarrasser.
 ndation reçue je me suis
 ker, médecin prat. à Gla-
 ngtemps avant qu'il m'eût
 es aussi désagréables que
 nents sont inoffensifs et
 cause aucun dérangement
 te par écrit toutes les
ites éruptions au visage,
iques et garanti pour le
ans chaque cas curable.
e bien à toute personne
de l'autre des maladies
K. LANG.
 bre 1885. [226]

merie Lenz & Filsler.



LA GRUYÈRE



PRIX DE L'ABONNEMENT
 Pour la Suisse: 1 an, Fr. 8 50
 » » 6 mois, » 2 —
 Pour l'Etranger le port en sus.
 Prix du numéro: 10 cent.
 On s'abonne à tous es bureaux
 de poste.

JOURNAL INDÉPENDANT, POLITIQUE ET AGRICOLE

Paraissant tous les Samedis.

BUREAU DU JOURNAL: Grand'Rue N° 395, BULLE

Prix des annonces et réclames:
 Annonces: Pour le canton
 10 cent.; pour la Suisse, 15 cent
 la ligne ou son espace.
 Réclames: 50 cent. la ligne.
 Lettres et argents franc de
 port.

BULLE, le 21 Mai 1886.

Une loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

21. Si nous applaudissons cordialement et sans réserve à l'admission du concordat comme voie légale d'arrangement entre le débiteur commerçant ou non commerçant et ses créanciers, nous regrettons d'un autre côté de ne pas voir figurer dans notre projet une institution qui rend de grands services dans les pays où elle existe: nous voulons parler de la *cession de biens* du débiteur à ses créanciers.

Ainsi, un débiteur se sent obéré; il est au dessous de ses affaires; sa position est inextricable; sans être en déficit, il ne trouve pas à réaliser ses biens à leur valeur réelle. Un concordat est impossible, attendu que pour faire et obtenir un concordat il faut des dividendes et des garanties que notre homme ne peut offrir. Il y aurait bien un moyen d'éviter des frais à tout le monde, de donner à chacun quelque chose. Ce serait que ce débiteur puisse dire à ses créanciers: « J'ai là des biens, peut-être en suffisance pour vous payer intégralement, mais je ne trouve pas à les réaliser à leur valeur réelle, car chacun sait que je suis aux abois et obligé de vendre à n'importe quel prix et on profite de ma position; tenez, prenez-les, je vous les abandonne tous et je déclare sous la foi du serment que je n'en ai point soustrait ni retenu; réalisez-les vous-mêmes; — vous le pourrez plus facilement que moi dont on n'achète qu'à prix dérisoires, parce qu'on sait ma position; — partagez-vous en la valeur et libérez moi. »

Il est évident que la cession de biens devrait être accompagnée des mêmes garanties que le concordat. On devrait l'autoriser seulement, lorsque le désarroi du débiteur est le résultat de pertes, de malheurs, de dettes de famille, de cautionnements, lorsque les biens abandonnés présenteraient une cer-

taine valeur en regard du passif, et surtout lorsque le débiteur n'aurait pas déjà lui-même réalisé complètement et de mauvaise foi le plus liquide de ses avoirs.

La cession ou remise par le débiteur de tous ses avoirs à ses créanciers pour se les distribuer, n'est en réalité qu'une faillite amiable. Et pourquoi la loi ne prendrait-elle pas sous sa protection ce mode de liquidation qui n'offre que des avantages s'il est bien réglementé? Au reste, ne voyons-nous pas tous les jours, pour éviter les frais et les conséquences d'une faillite, les créanciers d'un débiteur dans la détresse se charger eux-mêmes de la réalisation de ses biens et s'en partager la valeur? Et si la chose est déjà entrée dans les mœurs, si réellement l'institution rend des services où elle existe légalement, nous pensons que le législateur fédéral aurait tort de ne pas s'y arrêter et de ne pas l'introduire dans la future loi sur la poursuite et la faillite.

22. Voyons maintenant comment le citoyen recherché en paiement d'une somme qu'il ne doit pas, ou qu'il ne doit qu'en partie, ou qui a terme, doit s'y prendre pour arrêter la poursuite ouverte contre lui par le commandement ou la sommation de payer.

Nous savons qu'il ne sera plus nécessaire, sous la loi fédérale, d'avoir en mains un *titre de créance* pour commencer une poursuite, et que le commandement ou la sommation de payer peut être notifié aussi bien en vertu d'une simple prétention non liquide, qu'en force d'un jugement ou d'un acte notarial. Ainsi, vous avez loué vos vaches pour l'alpage à un teneur de montagnes et naturellement, vous n'avez point d'écrit, point de reconnaissance de la dette. A la St-Denis votre armailli ne vous paye pas. Vous n'avez plus besoin de l'assigner devant le juge pour vous faire reconnaître le loyer de vos vaches; vous irez simplement chez le *préposé de poursuite*, lui remettrez votre demande de poursuite par écrit, et le préposé fera notifier à votre débiteur le commandement ou la sommation de vous payer 250 francs, par exemple, pour loyer de cinq vaches pendant l'estivage de 1885.

« Je le crois bon, répondit Fernand, s'il était livré à lui-même; mais il est assiégé par les Chambon qui l'effrayent. — Et moi donc, interrompit Lucien, le frère de Nelly, ils veulent me fourrer dans la môme avec ce nigaud de Gaëtan; mais je ne me laisserai pas sacrifier sans résistance, non!

— Il y a des jours, reprit Fernand, où le découragement me gagne; je regrette presque le zèle de tous ces braves gens à mon égard, non que ma conviction faiblisse, elle est plus ferme que jamais; mais cette lutte m'écoëure.

— Courage, mon ami, répondit Nelly; je ne connais rien dans ces débats, mais il me semble que chacun doit utiliser ses forces et ses talents pour son pays. Et quoi de plus juste que de soutenir la cause du faible et du travailleur?

— Mon cœur et ma raison sont d'accord avec vous, chère Nelly; mais puis-je compter sur vous, quoi qu'il arrive? J'ai tant besoin d'énergie dans ces derniers moments où le parti réactionnaire nous abreuve de dégoût, de calomnies!

— Vous savez, Fernand, qu'élevée dans l'esprit de tolérance par ma pauvre mère, j'ai horreur des ténèbres pharisiennes.

— Sois tranquille, mon futur beau-frère, je vais employer le reste de mes vacances à travailler à ton élection. Le peu que je pourrai, je le ferai de bien bon cœur!

— Voici une idée, dit Nelly: vous connaissez l'amitié que nous porte le vieux Morisset, mon père nourricier. Allez donc le trouver ensemble, c'est un cœur d'or et une tête énergique.

Cette proposition ayant été acceptée, la jeune fille entra

Il n'y aura point d'assignation devant le juge de paix. Si votre débiteur ne dit rien pendant 10 jours, et s'il ne paye pas jusqu'au 20^e jour, vous pourrez aller à la saisie chez lui, sans autre.

Mais si votre locataire de vaches pour l'alpage prétend vous avoir payé, s'il estime ne pas vous devoir les 250 francs réclamés, parce que vos vaches n'ont pas donné le lait réglementaire, il pourra faire opposition, soit entre les mains de l'huissier qui lui apportera votre sommation, soit, dans les 10 jours depuis la sommation, entre les mains du préposé.

Et cette opposition n'est soumise à aucune formalité absolument. Il n'est pas nécessaire d'en donner les motifs. Le citoyen actionné par voie de sommation ou de commandement de payer n'a qu'à dire: « Je m'oppose à la poursuite »; et c'est tout, cela suffit. Le créancier est alors obligé de faire à son prétendu débiteur son procès devant le juge ordinaire pour le faire condamner à payer la somme réclamée.

Même s'il s'agit d'une poursuite fondée sur un titre de créance en due forme, le débiteur n'est pas davantage tenu de décliner ses divers motifs d'opposition, comme c'est le cas sous notre loi de poursuite fribourgeoise. Il n'aura toujours qu'à dire: « Je m'oppose à la poursuite »; et la poursuite sera arrêtée. Sans doute, le créancier au bénéfice d'un titre aura toujours la faculté de demander par la voie sommaire la continuation de sa poursuite en mesure provisionnelle, mais si le débiteur fournit des garanties de paiement, l'action n'en sera pas moins suspendue.

Ainsi, on le voit, les droits du débiteur sont parfaitement protégés sans que ceux du créancier paraissent le moins du monde lésés.

(A suivre.) L. M.

Bulletin politique.

SUISSE

Après avoir discuté et adopté un projet de loi fédérale sur les épidémies beaucoup plus correct et

à la fabrique, tandis que Loisel et le jeune Lucien se dirigèrent du côté de la place.

Halte! fit tout à coup Lucien en s'arrêtant devant une affiche, lis et incline-toi: « Electeurs, si vous voulez le désordre, votez pour M. Fernand Loisel! Si vous voulez la paix, votez pour M. de La Raclette! Vous n'hésitez pas! » Hein! quel joli style!

Loisel tourna la tête avec dégoût. Mon cher ami, continua l'incorrigible écolier, ne fais pas la bouche en cœur, ne baisse pas pudiquement les yeux, et puisqu'il le faut, jette-toi à la nage à travers la boue des proclamations du 16 Mai; réponds-leur par une autre affiche où tu diras: « Brav-s campagnards, si vous aimez les ténèbres, la dîme et tout le bataclan du moyen âge, y compris les droits du seigneur et la corvée, votez pour M. de La Raclette; mais si par hasard vous préférez la liberté, la lumière, l'instruction, le progrès, la paix, votez pour moi, Fernand Loisel! »

— Enfant, répliqua Loisel avec un triste sourire, tu plains des déchirements de notre cher pays. Mais tu ne peux savoir combien de pauvres employés dépendent de ces calomniateurs, et n'ont pour vivre que le pain qu'ils leur jettent. Tu ne peux savoir non plus combien de pauvres ignorants ont de peine à secouer le joug de la superstition auquel on les a habitués depuis leur enfance; il faut que la République ait de bien profondes racines pour résister à cette campagne ténébreuse!

Tout en causant, ils avaient marché. Au détour de la Herbinère, ils se croisèrent avec François Berger, le maître d'école, qui devait sa position à Loisel; Berger s'éloigna

